

COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	D		
DUMINY	Maryline			
POIRIER	Jean-Marc	0		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine	D		
MENANTEAU	Eric	D		
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick			
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick			
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe			
GUILLOT	Patrice	п		
RIVET	Virginie			
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie		n	Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	n		
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/01

ORGANISATION D'UN DEBAT SUR LES GARANTIES ACCORDEES EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (PSC).

Rapporteur Monsieur Michel BUGNET, Madame Aurélie CHAUVE

M. le Maire et Mme Aurélie CHAUVE rappelle que la protection sociale complémentaire, dite PSC, est constituée des contrats que les agents territoriaux souscrivent auprès de prestataires en santé en complément du régime de la sécurité sociale et en prévoyance.

Les contrats prévoyance leur permettent de couvrir le risque de perte de la moitié de leur traitement de base, voire de tout ou partie du régime indemnitaire en fonction des dispositions du règlement intérieur de chaque collectivité en cas d'absence de plus de 3 mois. Le contrat prévoyance peut également prévoir les compléments de salaire en cas d'invalidité partielle ou totale et/ou un complément retraite du fait de la

ARcoRre fession প্রতিষ্ঠান বিশ্ব à l'invalidité et ou un capital décès.

086-218601805-20220124-20วิณีการ์ ปลาย เมื่อ 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis

Reçu le 27/01/2022 Tél: 05 49 55 16 16 Fax: 05 49 55 97 90
Publié le 2E กัดสิ/ลิณิธิสาดผลille.com Site Internet: www.nouaille.com

Le législateur a prévu en 2007 la possibilité pour les employeurs locaux de participer financièrement aux contrats de leurs agents. Le dispositif, précisé dans un décret d'application n°2011-1474 du 8 novembre 2011, permet aux employeurs de participer aux contrats dans le cadre :

D'une labellisation : les contrats sont alors référencés par des organismes accrédités et souscrits

individuellement par les agents.

D'une convention dite de participation à l'issue d'une procédure de consultation ad hoc conforme à la directive service européenne et respectant les principes de la commande publique. Cette procédure peut être conduite par la collectivité elle-même ou être confiée au centre de gestion agissant de manière groupée pour toutes les collectivités intéressées. L'avantage est dans ce cas de s'affranchir d'une procédure complexe nécessitant des compétences en assurances et en actuariat et d'obtenir des tarifs mutualisés.

La nouvelle ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, qui attend ses décrets d'application, prévoit l'obligation pour les employeurs de participer financièrement aux contrats prévoyance de leurs agents en 2025 (elle ne pourra être inférieure à 20% d'un montant de référence) et aux contrats santé en 2026 (qui ne pourra être inférieure à 50 % d'un montant de référence). Ces dispositions visent à permettre aux agents de bénéficier d'une couverture assurantielle les garantissant contre la précarité et d'harmoniser avec la législation déjà en vigueur dans le secteur privé.

M. le Maire précise alors que les collectivités doivent mettre en débat ce sujet avant le 18 février 2022 au sein de leurs assemblées délibérantes et dans le cadre du dialogue social avec les instances représentatives du personnel.

Il explique que ce débat portera de manière générale sur les points suivants :

Les enjeux de la protection sociale complémentaire (accompagnement social, arbitrages financiers, articulation avec les politiques de prévention, attractivité ...).

Le rappel de la protection sociale statutaire.

La nature des garanties envisagées.

Le niveau de participation et sa trajectoire.

L'éventuel caractère obligatoire des contrats sur accord majoritaire.

Le calendrier de mise en œuvre.

Ce débat s'appuie sur les dispositions de l'ordonnance n°2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique qui prévoient que les organisations syndicales peuvent conclure et signer des accords portant sur différents domaines de la gestion des ressources humaines et notamment de la protection sociale complémentaire.

Cette brique assurantielle vient compléter les dispositifs de prévention des risques au travail, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour rendre soutenable la pénibilité de certains métiers et limiter la progression de l'absentéisme.

Ainsi, selon un baromètre IFOP pour la MNT de décembre 2020, la couverture des agents est la suivante :

Près des 2/3 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire santé :

62% ont choisi la labellisation et

38% la convention de participation.

Le montant de la participation s'élève en moyenne à 18,90 euros par mois et par agent.

Plus des 3/4 des collectivités interrogées participent financièrement à la complémentaire prévoyance : 62% ont choisi la convention de participation et

37% la labellisation.

Le montant de la participation s'élève en moyenne à 12,20 euros par mois et par agent.

Les employeurs publics locaux qui déclarent participer financièrement à la protection sociale complémentaire de leurs agents en santé et/ou en prévoyance, mettent en avant que cette participation financière améliore l'attractivité de la collectivité en tant qu'employeur, le dialogue social et contribue à la motivation des agents.

En prenant soin de leurs agents, les élus donnent une dynamique positive de travail afin de délivrer une bonne qualité de service aux habitants de leur territoire.

Aussi, dans sa politique d'accompagnement des collectivités en matière de gestion des ressources humaines, le Centre de Gestion de la Vienne reste attentif à doter les employeurs locaux qui le souhaitent de dispositifs contractuels protecteurs leur permettant de répondre à leurs obligations, en leur proposant notamment une offre en matière de santé comme de prévoyance avec faculté pour les collectivités ou établissements publics d'y adhérer ou non.

Une enquête préalable auprès des employeurs locaux, menée par le Centre de Gestion de la Vienne, va permettre de recueillir les besoins et d'affiner les statistiques de sinistralité pour les intégrer dans les cahiers des charges.

Il reste néanmoins à ce jour un certain nombre de points à préciser à travers les décrets d'application de l'ordonnance sur la protection sociale complémentaire. Parmi eux notamment :

Apres pondre en sante, quelle garantie en prévoyance) et l'indice de révision retenu.

Le montant de reterence sur leque se basera la participation (quel panier de soins minimal pourra

- La portabilité des contrats en cas de mobilité.
- Le public éligible.
- La fiscalité applicable (agent et employeur).

La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération à laquelle est annexé le document support proposé par la Coopération régionale des centres de gestion.

Après avoir entendu les explications de Mr Michel BUGNET

Il est proposé au Conseil Municipal:

De débattre des enjeux de la protection sociale complémentaire ainsi présentée avec en préalable : Le rappel que la commune de Nouaillé Maupertuis participe déjà à hauteur de 12,00€ par agent et par mois pour la complémentaire de Prévoyance. Cet engagement est en vigueur dans notre collectivité depuis l'année 2019. Suite au débat il est proposé:

De verser avec progressivité une participation à la complémentaire santé à partir de l'année 2023 avec une somme minimale envisager de 6€ par agent et par mois.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

A débattu des différentes thématiques liées à la protection sociale complémentaire dite PSC en regrettant que les décrets ne soient pas parus et donc ne permettent pas d'évaluer les couts de cette protection sociale.

Décide de se rapprocher du Centre de Gestion de la Vienne pour obtenir le temps venu la solution la mieux adaptée pour notre collectivité

Décide de verser avec progressivité une participation à la complémentaire santé à partir de l'année 2023 avec une somme minimale envisager de 6€ par agent et par mois.

Certifiée exécutoire Recue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire. Michel BUGNET





COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	n		
DUMINY	Maryline	n		
POIRIER	Jean-Marc	D		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal	D		
PICHON	Patrick	D		
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick	D		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe			
GUILLOT	Patrice	D		
RIVET	Virginie	B		
BRUNET	Marie-Claire	D		
THIBAUD	Nicolas		D	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy		p	
PEROCHES	Céline	D		
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie			
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés :

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/02

REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR ORANGE POUR L'ANNEE 2022.

Rapporteur Mr Patrick PICHON

Comme chaque année Monsieur Patrick PICHON présente au Conseil Municipal la redevance due par l'opérateur ORANGE au titre de l'occupation du domaine public pour l'année 2021.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29;

Vu le code des postes et des télécommunications électroniques, notamment son article L.47;

Vu le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public ; Considérant que l'occupation du domaine public routier par des opérateurs de télécommunications donne

Considerant que i occupation du domaine public routier par des operateurs de teleconfindifications domeine public routier par des operateurs de teleconfindifications de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des

ARantages कि हिंग मिं le pétitionnaire.

086-218601805-20220124-2@@mminte.de Nouaitte Maure tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaitlé Maupertuis Reçu le 27/01/2022 Td 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022 8

Considérant que la redevance d'occupation du domaine public d'une année est établie sur le patrimoine de l'année précédente.

Monsieur Patrick PICHON propose au conseil municipal de fixer au tarif maximum le montant des redevances d'occupation du domaine routier dues par l'opérateur ORANGE.

Pour information, la RODP de 2022 est calculée à partir du patrimoine compris entre le 01/01/2021 et le 31/12/2021.

	Quantité	Tarifs	Total
Artère souterraine	37,772 km	41,29 €	1 569,61 €
Artère aérienne	15,633 km	55,05 €	860,60€
Autres installations - armoire	1,50 m ²	27,53 €	41,30€
TOTAL de la redevance 2020			2 471,51 €

Le montant de la redevance ORANGE pour 2022 s'élève à 2 471,51 €. Pour mémoire il était de 2480,82 € en 2021.

Après avoir entendu les explications de Mr Patrick PICHON

Il est proposé au Conseil Municipal:

De valider le montant de la redevance ainsi calculée.

De charger le maire du recouvrement de cette redevance.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Valide le montant de la redevance ainsi calculée.

Charge le maire du recouvrement de cette redevance.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire.

Michel BUGNET



Publié le 27/1911/12/03/2 nouaille.com



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel			
DUMINY	Maryline	D		
POIRIER	Jean-Marc			
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal	D		
PICHON	Patrick	<u></u>		
POISSON	Danny	D		
ARNAULT	Patrick	D		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	D		
GUILLOT	Patrice			
RIVET	Virginie	D		
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas		•	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	•		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe	ū		
HOUDAYER	Rodolphe	0		
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	in in		
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/03

VALIDATION DU TEMPS DE TRAVAIL A 1607 HEURES

Rapporteur Monsieur Michel BUGNET, Monsieur Philippe LAGRANGE

M. le Maire rappelle que la durée légale du temps de travail au sein d'une collectivité est de 1607 heures. Il informe également que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certaines collectivités territoriales (journées d'ancienneté, journée du maire, etc) et un retour obligatoire aux 1607 heures à partir du 1er

Il indique clairement également que cette nouvelle délibération met un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail ainsi qu'aux documents y faisant

référence. AR IPTE CENTRE collectivités territoriales :

086-218601805-20220124-20สิภาเลิน ปิ No คลาเรา tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis

Reçu le 27/01/2022 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90 Publié le 2F mil/ intostinouaille.com

Vu la loi nº 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi nº 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale:

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certaines collectivités territoriales et un retour obligatoire aux 1607 heures;

Considérant qu'un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies;

Durée annuelle du temps de travail

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires: 2 jours x 52 semaines	-104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	-25
Jours fériés	-8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h Arrondi à 1600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

Garanties minimales

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarantehuit heures au cours d'une même semaine, ni quarante-quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives et le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à trente-cinq heures.

La durée quotidienne du travail ne peut excéder dix heures.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de onze heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à douze heures.

Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de sept heures consécutives comprise entre 22 heures et 7 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1er janvier 2022. Cette délibération met un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail ainsi qu'aux documents y faisant référence.

Après avoir entendu les explications de Monsieur Michel BUGNET et de Monsieur Philippe LAGRANGE,

Il est proposé au Conseil Municipal:

AR Prefecture

Tel 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90 Reçu le 27/01/2022 Site Internet: www.nouaille.com

Publié le 27 mil /ia @ 2 nousille.com

D'adopter les modalités de mise en œuvre des 1607 heures annuelles telles que proposées ci-dessus à compter du 1er janvier 2022. Cette délibération mettant un terme de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail ainsi qu'aux documents y faisant référence.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité des voies avec une voie contre (Mr Eric Menanteau)

Adopte les modalités de mise en œuvre des 1607 heures annuelles telles que proposées ci-dessus à compter du 1er janvier 2022. Cette délibération met un terme de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail ainsi qu'aux documents y faisant référence.

Charge le maire de l'exécution de cette délibération.

Certifiée exécutoire Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire,

Michel BUGNET





COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel			
DUMINY	Maryline			
POIRIER	Jean-Marc	а		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick	D		
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick	D		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	D		
GUILLOT	Patrice	n		
RIVET	Virginie	П		
BRUNET	Marie-Claire	п		
THIBAUD	Nicolas		B	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline	D		
JOUSSELIN	Rodolphe	n		
HOUDAYER	Rodolphe			2.5 10 20 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie			
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION N° 2022-24-01/04

<u>VENTE DE BOIS PARCELLE N° 9 FORET COMMUNALE DITE DE LA GARENNE.</u>

Rapporteur Monsieur Patrice GUILLOT

Vu l'article L 214-5 du code forestier.

Vu l'article 12 de la charte de la forêt communale.

Vu l'article D214-21-1 du Code Forestier.

Considérant l'aménagement forestier en vigueur de la forêt communale dite de "La Garenne" de Nouaillé-Maupertuis (2011-2030), sur proposition du gestionnaire de l'Office National des Forêts (ONF) concernant l'état d'assiette des coupes pour l'exercice 2022.

Monsieur Patrice GUILLOT donne lecture au Conseil municipal de la lettre de l'Office national des Forêts,

concernant les coupes de bois à insert e dans les forêts relevant du régime forestier.

AR Prefecture

086-218601805-20220124-20 หัวและ de Nouvalte Maup: uis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis Recu le 27/01/2022 Tél 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022

Il propose l'inscription à l'état d'assiette en 2022 des coupes prévues à l'aménagement et désignées dans le tableau ci-dessous (coupes réglées):

Nom de la forêt	Numéro de parcelle	Surface en (ha)	Type de coupe	Destination de la coupe
Nouaillé-Maupertuis	9	2,97	Jardinage	Délivrance sur pied

Il indique que la délivrance se fera pour partage en nature sur pied entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leur besoins ruraux ou domestiques, sous réserve de la possibilité, pour ces bénéficiaires, de ne vendre que les bois de chauffage qui leur ont été délivrés en nature" (art. L.241-17 du Code forestier). Il Précise entre outre que l'exploitation de la coupe sera réalisée par les bénéficiaires de l'affouage sous la garantie de trois habitants solvables, à savoir :

M. Michel BUGNET

M. Maryline DUMINY

M. Jean Marc POIRIER

Soumis solidairement à la responsabilité prévue à l'article L.318-12 du Code forestier, que le délai d'exploitation est fixé au : 15/12/2023 à compter de la remise du permis d'exploiter pour la délivrance. Passé ce délai, les affouagistes n'ayant pas terminé l'exploitation de leur lot seront considérés comme y avant renoncé.

Il propose par ailleurs de fixer le prix de vente au stère de bois proposé aux cessionnaires pour l'exercice 2022 comme suit :

Bois de chauffage:

Chêne: 14 €

Autres feuillus: 11 €

Après avoir entendu les explications de Mr le Maire,

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'approuver l'inscription à l'état de l'assiette en 2022 des coupes prévues à l'aménagement et désignées dans le tableau ci-dessus

De choisir leur destination à savoir la délivrance pour partage en nature sur pied entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leur besoins ruraux ou domestiques, sous réserve de la possibilité, pour ces bénéficiaires, de ne vendre que les bois de chauffage qui leur ont été délivrés en nature (art. L.241-17 du Code forestier).

D'autoriser que l'exploitation de la coupe soit réalisée par les bénéficiaires de l'affouage sous la garantie de trois habitants solvables, à savoir :

M. Michel BUGNET

M. Maryline DUMINY

M. Jean Marc POIRIER

Soumis solidairement à la responsabilité prévue à l'article L.318-12 du Code forestier,

D'accepter que le délai d'exploitation soit fixé au : 15/04/2024 à compter de la remise du permis d'exploiter pour la délivrance. Passé ce délai, les affouagistes n'ayant pas terminé l'exploitation de leur lot seront considérés comme y ayant renoncé.

D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document en rapport avec cette opération.

De fixer les prix du bois de chauffage comme indiqué ci-dessus.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Approuve l'inscription à l'état de l'assiette en 2022 des coupes prévues à l'aménagement et désignées dans le tableau ci-dessus

Choisit leur destination à savoir la délivrance pour partage en nature sur pied entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leur besoins ruraux ou domestiques, sous réserve de la possibilité, pour ces bénéficiaires, de ne vendre que les bois de chauffage qui leur ont été délivrés en nature (art. L.241-17 du Code forestier).

AR Prefecture

Autorise que l'exploitation de la coupe soit réalisée par les bénéficiaires de l'affouage sous la garantie de trois habitants solvables, à savoir :

M. Michel BUGNET

M. Maryline DUMINY

M. Jean Marc POIRIER

Soumis solidairement à la responsabilité prévue à l'article L.318-12 du Code forestier,

Accepte que le délai d'exploitation soit fixé au : 15/04/2024 à compter de la remise du permis d'exploiter pour la délivrance. Passé ce délai, les affouagistes n'ayant pas terminé l'exploitation de leur lot seront considérés comme y ayant renoncé.

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document en rapport avec cette opération.

Fixe les prix du bois de chauffage comme indiqué ci-dessus.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire, Michel BUGNET



Publié le 20/194/20032 nouaille.com



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	0		
DUMINY	Maryline	0		
POIRIER	Jean-Marc	0		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine	D		
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick			
POISSON	Danny	D		
ARNAULT	Patrick			
AUZANNET	Brigitte	D		
LAGRANGE	Philippe			
GUILLOT	Patrice	п		
RIVET	Virginie	0		
BRUNET	Marie-Claire	D		
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy		D	
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe	0		
HOUDAYER	Rodolphe	D		
LABBE	Lydie		n	Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	D		
GIRARD	Benoit	D		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/05

DECISION MODIFICATIVE N°7 DU BUDGET PRINCIPAL.

Rapporteur Monsieur Philippe LAGRANGE

Monsieur Philippe LAGRANGE informe qu'il est nécessaire d'effectuer une écriture d'ordre comptable afin de récupérer l'avance forfaitaire versée à l'entreprise CONTIVAL le 15 mai 2020 dans le cadre du marché de travaux pour la restructuration et l'extension du gymnase sur la commune de Nouaillé-Maupertuis.

Des crédits sont à prévoir au chapitre 041 article 238 en recette d'investissement pour 10 500,00 € et au chapitre 041 article 2313 en dépense d'investissement pour 10 500,00 €.

Voici la proposition de décision afin de réaliser les écritures comptables.

AR PROTECTION

Publié le 27/01/2022 nousille com

05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

1

	Dépenses	4-	Recettes
Article (Chap.) – Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
2313 (041)	10 500,00 €	238 (041)	10 500,00 €

Après avoir entendu les explications de Monsieur Philippe LAGRANGE,

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'adopter la décision modificative N°7 du budget principal telle que résumée dans le tableau ci-dessus.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Adopte la décision modificative N°7 du budget principal telle que résumée dans le tableau ci-dessus.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire,

Michel BUGNET



Publié le 27 mail/in 824 nouaille.com



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	13		
DUMINY	Maryline	D		
POIRIER	Jean-Marc			
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine	0		
MENANTEAU	Eric	0		
RENOUARD	Chantal	n		
PICHON	Patrick			
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick			
AUZANNET	Brigitte	0		
LAGRANGE	Philippe	8		
GUILLOT	Patrice	D		
RIVET	Virginie	D		
BRUNET	Marie-Claire	0		
THIBAUD	Nicolas		n	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	a		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe	D		
LABBE	Lydie		B	Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	D		
GIRARD	Benoit	0		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/06

MOTION DEMANDANT L'ACCELERATION DE L'AMENAGEMENT DE L'AXE BRESSUIRE / POITIERS / LIMOGES.

Rapporteur Mr Michel BUGNET

M. le Maire rappelle que lors du Conseil d'Administration de l'association voie rapide 147-149 réuni en séance plénière le 26 novembre 2021 a décidé d'une motion à l'attention des services de l'état. En effet dans le contexte actuel où l'Etat, d'une part, relance enfin les études d'itinéraire sur la RN 149 entre Bressuire et Poitiers et d'autre part présente au débat public un dossier d'autoroute entre Poitiers et Limoges, il est important de faire entendre notre voix, et que la parole des territoires est primordiale. Il expirque que pour remorcer l'impac de cette motion, il faut que le plus grand nombre de collectivités

AR Prefecture

086-218601805-20220124-26ள்ளர் மி Noth it Paure tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis Recu le 27/01/2022

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022

Site Internet : www.nouaille.com

1

concernées manifestent la même volonté. Mr le Maire propose donc dans cette dynamique d'adopter cette motion au travers d'une délibération du Conseil municipal.

Mr le Maire présente la motion :

Rappelle la priorité absolue que constitue pour les trois départements concernés, Deux-Sèvres, Vienne et Haute-Vienne, l'aménagement en voie rapide de l'axe Bressuire – Poitiers – Limoges par les RN 149 et 147.

Rappelle qu'à l'exception d'un tronçon entre Parthenay et La Ferrière, du contournement de Poitiers et du contournement de Fleuré qui sont aménagés en 2x2 voies avec carrefours dénivelés, les RN 149 et 147 sont des routes à deux voies sur la quasi-totalité de l'itinéraire, avec des caractéristiques relativement médiocres et la traversée des agglomérations rencontrées.

Rappelle qu'elles offrent des possibilités de dépassement réduites et que les temps de parcours sont élevés, 1h30 entre Bressuire et Poitiers pour 83 km et 2h10 entre Poitiers et Limoges pour 128 km.

Constate que, compte-tenu de ces caractéristiques et du trafic Poids Lourds qu'elles supportent, le niveau d'insécurité est élevé en certaines portions de l'itinéraire, entraînant de nombreux accidents malheureusement souvent mortels.

Précise que le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement a approuvé en 2002 un avantprojet sommaire d'itinéraire (APSI) retenant le parti d'aménager la liaison Nantes – Poitiers – Limoges en route express 2x2 voies, en fonction de l'évolution du trafic et retenant en priorité les sections suivantes :

- Dans la Vienne la section entre Poitiers et Lussac Les Châteaux
- Dans la Haute-Vienne la section entre Bellac et Limoges.

Déplore qu'aucun aménagement n'ait été réalisé depuis la mise en service du contournement de Fleuré à l'été 2011.

Souligne qu'une infrastructure sûre et rapide permettra :

- De lutter contre la désertification des territoires en favorisant leur accès et leurs liaisons avec les agglomérations
- D'assurer un maillage avec les schémas départementaux
- De développer l'économie de tous nos territoires : commerce local, trafic PL et VL local nécessaire à l'activité.
- De résoudre les trafics pendulaires locaux aux abords des grandes agglomérations.

Est conscient que la priorité doit être donnée aux aménagements de sécurité, de réduction de la gêne aux riverains par le contournement des bourgs et de création de créneaux de dépassement :

- SAINT-SAUVEUR / CHICHE
- Déviation de PARTHENAY et CHATILLON-SUR-THOUET
- CHALANDRAY / AYRON
- VOUILLE / MIGNE-AUXANCES
- Déviation de MIGNALOUX-BEAUVOIR
- Déviation de LHOMMAIZE
- Déviation de MOULISMES
- Déviation de SAINT-BONNET-DE-BELLAC
- BERNEUIL / CHAMBORET

Requiert que les aménagements aient le plus faible impact sur l'environnement et les paysages.

Exige que ces infrastructures soient gratuites pour les usagers de la route, et donc

Rejette le projet d'autoroute entre Poitiers et Limoges qui ne répond à aucune de ces préoccupations.

Demande que l'Etat, après le vote de la loi 3DS, prenne en urgence le décret d'application permettant le transfert du réseau national concerné aux Départements qui ont manifesté leur volonté de prendre la maîtrise d'ouvrage.

Après avoir entendu les explications de Mr le Maire,

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'adopter la motion demandant l'accélération de l'aménagement de l'axe BRESSUIRE / POITIERS / LIMOGES présentée ci-dessus.

Une copie de la délibération sera remise à l'association voie rapide 147-149 qui sera transmise auprès des services de l'Etat avec l'ensemble des délibérations prises.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité moins une abstention (Mr Samuel GABORIT).

AR Prefecture

Adopte la motion demandant l'accélération de l'aménagement de l'axe BRESSUIRE / POITIERS / LIMOGES présentée ci-dessus. Une copie de la délibération sera remise à l'association voie rapide 147-149 qui sera transmise auprès des services de l'Etat avec l'ensemble des délibérations des autres communes.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire, Michel BUGNET



Publié le 27 mil/ARS inouaille.com



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	D		
DUMINY	Maryline	n		
POIRIER	Jean-Marc			
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal	٥		
PICHON	Patrick	D		
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick			
AUZANNET	Brigitte	10		
LAGRANGE	Philippe			
GUILLOT	Patrice			
RIVET	Virginie			
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline	n		
JOUSSELIN	Rodolphe	D		
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	D		
GIRARD	Benoit	D		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/07

DEPENSES DES MANDATER LIOUIDER D'ENGAGER, AUTORISATION D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022.

Rapporteur Mr Philippe LAGRANGE.

Mr Philippe LAGRANGE rappelle qu'il est possible en cas de nécessité d'engager des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif. Il rappelle que cette procédure revêt un caractère exceptionnel.

L'article L1612-l du code général des collectivités territoriales, précise que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les

depenses de ronctionnement, dans la imite de celles inscrites au budget de l'année précédente. AR' Prefecture

086-218601805-20220124-203าการ de Nohame Maure tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis 05 49 55 16 16 Fax: 05 49 55 97 90

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022 nounille com

Site Internet: www.nouaille.com

1

Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement, le Maire peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette).

Le budget primitif 2022 étant voté en mars ou avril afin de connaître les éléments financiers de l'Etat (Bases d'imposition, Dotations...), il est proposé d'autoriser l'exécutif à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-après :

Budget	Chapitres (dépenses)	Désignation dépenses	chapitres	de	11 0		Montant autorisé (max. 25 %)
Principal	82	Voirie	Voirie		203 480,0	00€	50 870,00 €
Principal	81	Bâtiments			1 021 569	9,89€	255 392,47 €

La dépense envisagée est celle liée à la sécurité du petit pont du chemin du Plan de Gué et la mise en œuvre de travaux pour l'isolation du gymnase.

Après avoir entendu les explications de Mr Philippe LAGRANGE.

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'autoriser le Maire à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-dessus

D'autoriser le maire à signer toutes pièces comptables et administratives nécessaires à ces dépenses.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Autorise le Maire à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-dessus

Autorise le maire à signer toutes pièces comptables et administratives nécessaires à ces dépenses.

Certifiée exécutoire Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée Le : / / Le 24/01/2022 Le Maire,

Pour extrait certifié conforme.

Fait à Nouaillé Maupertuis





Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents.



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	0		
DUMINY	Maryline	D		
POIRIER	Jean-Marc	D		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine	0		
MENANTEAU	Eric	0		
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick	n		
POISSON	Danny	D		
ARNAULT	Patrick	1		
AUZANNET	Brigitte	ū		
LAGRANGE	Philippe	ш		
GUILLOT	Patrice			
RIVET	Virginie			
BRUNET	Marie-Claire	0		
THIBAUD	Nicolas		D	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy		p	
PEROCHES	Céline	I		
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie			
GIRARD	Benoit	D		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/07

DEPENSES DES **MANDATER** LIOUIDER D'ENGAGER, AUTORISATION D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2022.

Rapporteur Mr Philippe LAGRANGE.

Mr Philippe LAGRANGE rappelle qu'il est possible en cas de nécessité d'engager des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif. Il rappelle que cette procédure revêt un caractère exceptionnel.

L'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales, précise que dans le cas où le budget de la collectivité territoriale n'a pas été voté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, liquider et mandater les

depenses de l'année précédente. AR Prefecture

086-218601805-20220124-203mm2ne de Nohame Maun tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis 05 49 55 16 16 Fax: 05 49 55 97 90

Recu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022 nounille com

Pour ce qui concerne les dépenses d'investissement, le Maire peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette).

Le budget primitif 2022 étant voté en mars ou avril afin de connaître les éléments financiers de l'Etat (Bases d'imposition, Dotations...), il est proposé d'autoriser l'exécutif à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-après :

Budget	Chapitres (dépenses)	Désignation dépenses	chapitres	de	Rappel Primitif 2	_	Montant autorisé (max. 25 %)
Principal	82	Voirie			203 480,	00€	50 870,00 €
Principal	81	Bâtiments			1 021 56	9,89€	255 392,47 €

La dépense envisagée est celle liée à la sécurité du petit pont du chemin du Plan de Gué et la mise en œuvre de travaux pour l'isolation du gymnase.

Après avoir entendu les explications de Mr Philippe LAGRANGE.

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'autoriser le Maire à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-dessus

D'autoriser le maire à signer toutes pièces comptables et administratives nécessaires à ces dépenses.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Autorise le Maire à engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans les limites indiquées ci-dessus

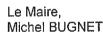
Autorise le maire à signer toutes pièces comptables et administratives nécessaires à ces dépenses.

Certifiée exécutoire Reçue en Préfecture le : / /

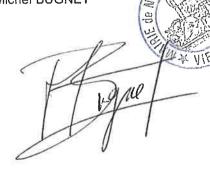
Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022









COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	0		
DUMINY	Maryline			
POIRIER	Jean-Marc			
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine	0		
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal	0		
PICHON	Patrick	D		
POISSON	Danny	п		
ARNAULT	Patrick			
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe			
GUILLOT	Patrice			
RIVET	Virginie	D		
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel			
NAUDON	Sandy		0	
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe	D		
HOUDAYER	Rodolphe	0		
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	a		
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/08

<u>DE-NUMEROTATION ET RE-NUMEROTATION PARTIELLE "RUE DE LA DOTERIE", AVEC CREATION D'UN NOUVEAU NOM DE VOIE PRIVEE, SUITE A LA CREATION DE DEUX LOTISSEMENTS (voir pièces jointes)</u>

Rapporteur Mine RENOUARD

Madame RENOUARD rappelle qu'il est nécessaire de maintenir un plan d'adressage de qualité sur la commune tant au niveau du numérotage que de la dénomination des voies. En effet, une identification claire des lieux dits et des maisons facilite à la fois l'intervention des services de secours mais également la gestion des livraisons en tous genres.

Cet adressage constitue un prérequis nécessaire pour notamment la localisation de 100 % des foyers et facilitant ainsi la gestion de l'ensemble des services.

AR Prefecture

086-218601805-20220124-20 ที่การ์ก d มือเพิ่มเป็นโดย tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis Recu le 27/01/2022 Té 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/11/2022

Madame RENOUARD rappelle également que la dénomination et le numérotage des voies communales relèvent de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

En vertu de l'article L.2213-28 du CGCT, "Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire".

La dénomination et le numérotage constituent une mesure de police que le Maire peut exercer pour des motifs d'intérêt général.

Par ailleurs, dans les communes de plus de 2 000 habitants, doivent être notifiés par le maire auprès du centre des impôts fonciers ou du bureau du cadastre : la liste alphabétique des voies publiques et privées et les modifications s'y rapportant, à la suite, notamment, soit du changement de dénomination d'une voie ancienne, soit de la création d'une voie nouvelle, soit le numérotage des immeubles et les modifications le concernant. Le numérotage est de ce fait, obligatoire dans ces communes.

Dans notre cas il s'agit de la dé-numérotation renumérotation partielle de la rue de la Doterie à partir du chemin des Ecoliers, il est créé le numéro 2 et le 2 Bis. Chemin des écoliers il est créé le numéro 1.

A l'angle du numéro 4 rue de la Doterie il est créé une nouvelle voie de desserte d'un lotissement privé. Cette voie sera appelée Allée de la Forêt et elle comportera les numéros pairs suivant : 2, 4, 6 ainsi que les numéros impairs suivants: 1, 3, 5, 7.

L'ancien numéro 6 rue de la Doterie devient numéro 4 allée de la Forêt, le 6 bis rue de la Doterie devient numéro 6 allée de la Forêt, le 6 Ter rue de la Doterie devient numéro 7 allée de la Forêt. (Voir extrait de plan joint à la délibération)

Après avoir entendu les explications de Mme Chantal RENOUARD

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'autoriser l'engagement des démarches pour la mise en œuvre du dé-numérotage et du re-numérotage de la rue de la Doterie ainsi que la création de la voie Allée de la Forêt tel que présenté.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Autorise l'engagement des démarches pour la mise en œuvre du dé-numérotage et du re-numérotage de la rue de la Doterie ainsi que la création de la voie Allée de la Forêt tel que présenté.

Certifiée exécutoire Recue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire.

Michel BUGNET



2



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	D		
DUMINY	Maryline	D		
POIRIER	Jean-Marc	D		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick	0		
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick	p		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	0		
GUILLOT	Patrice	0		
RIVET	Virginie	D		
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	10		
NAUDON	Sandy		D	
PEROCHES	Céline	п		
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe	D		
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	D		
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/09

CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE BATI.

Rapporteurs: Mr Jean marc POIRIER et Mme Maryline DUMINY

Mr Jean Marc POIRIER informe que le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE), créé par la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE), constitue l'un des instruments phare de la politique de maîtrise de la demande énergétique.

Les modalités de répartition des obligations d'économies d'énergie sont fixées par le décret n°2017-690 du 2 mai 2017 modifiant les dispositions de la partie réglementaire du code de l'énergie relatives aux certificats d'économies d'énergie et relatif aux obligations de la quatrième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie. Les obligés sont ainsi incités à promouvoir activement l'efficacité

And Land Control of the Control of t

086-218601805-20220124-2@mmine de Novalte Many etuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaille Maupertuis

Reçu le 27/01/2022 Tel 05 49 55 16 16 Fax: 05 49 55 97 90
Publié le 27/01/20022 Tel 05 49 55 16 16 Fax: 05 49 55 97 90

1

Vu la convention d'accompagnement pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti ayant pour objet de définir les conditions et modalités dans lesquelles SOREGIES s'engage à accompagner la Collectivité dans la réalisation d'opération d'économies d'énergie pour l'ensemble du patrimoine bâti de la commune afin de favoriser la maîtrise de la demande en énergies et la mise en place de matériels performants.

Vu les engagements des parties en matière de transfert de CEE aux termes desquels la collectivité s'engage à céder à SOREGIES, à titre onéreux ses droits selon les modalités définies dans l'article 6 de ladite convention.

Vu l'opportunité financière que ladite convention représente,

Après avoir entendu les explications de Mr Jean Marc POIRIER,

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'approuver la convention d'accompagnement pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti.

D'autoriser Monsieur le maire à signer cette convention ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Approuve la convention d'accompagnement pour la rénovation énergétique du patrimoine bâti.

Autorise Monsieur le maire à signer cette convention ainsi que toutes pièces et documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis

Le 24/01/2022 Le Maire.

Le Maire, Michel BUGNET



2



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel			
DUMINY	Maryline	ם		
POIRIER	Jean-Marc	ם		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal	D		
PICHON	Patrick			
POISSON	Danny	D		
ARNAULT	Patrick	D		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	12		
GUILLOT	Patrice			
RIVET	Virginie	<u>n</u>		
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	D		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline	D		
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe	D		
LABBE	Lydie		D	Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	5		
GIRARD	Benoit	0		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/10

TARIFS 2022 POUR LES CONCESSIONS DANS LE CIMETIERE-COLUMBARIUM-ESPACE CINERAIRE-JARDIN DU SOUVENIR (remplace la délibération N° 2021-07-12/02).

Rapporteur : Mr Michel BUGNET Mme POISSON BARRIERE

Monsieur Michel BUGNET explique qu'il est préférable de reprendre une délibération afin d'éviter toute équivoque concernant notamment les anciennes propositions de durée et de tarifs.

Madame POISSON BARRIERE propose au Conseil Municipal

Considérant les tarifs actuellement en cours,

Considérant les charges liées à ce lieu,

Considérant que les tarifs des services et concessions dans le cimetière de la commune, aux vues des couts d'achat et d'entretien clairement étaient sous-évalués.

AR Prefecture

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/01/2022 ré 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

Site Internet: www.nouaille.com

1

	Concession sur 30 ans :	350
Concessions cimetière	Concession sur 50 ans :	450
	Concession sur 30 ans :	950
Concessions Columbarium	Concession sur 50 ans :	1050
	Concession sur 30 ans :	1000
Concessions Columbarium grande case	Concession sur 50 ans :	1100
Taxe d'ouverture		60
Espace plantation rosier ou plante équivalente (1er	Concession sur 30 ans :	300
plantation)	Concession sur 50 ans:	400
	1 m ² sur 30 ans :	550
Concessions Caveaux-urnes	1 m ² sur 50 ans :	800
Jardin du souvenir avec plaque	Droit de dispersion des cendres	130
Caveau provisoire (3 jours maximum)	Tarif par jour	10

Après avoir entendu les explications de Mme POISSON BARRIERE,

Il est proposé au Conseil Municipal:

De valider les tarifs proposés concernant les concessions columbarium, espace cinéraire, caveaux urnes, jardin du souvenir à compter du 1er janvier 2022.

D'invalider totalement les propositions liées aux services et concessions du cimetière communal correspondant à la délibération N° 2020-18-11/03.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Valide les tarifs proposés concernant les concessions columbarium, espace cinéraire, caveaux urnes, jardin du souvenir à compter du 1er janvier 2022.

Décide d'invalider totalement les propositions liées aux services et concessions du cimetière communal correspondant à la délibération N° 2020-18-11/03.

Certifiée exécutoire Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire,





2



COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	D		
DUMINY	Maryline	D		
POIRIER	Jean-Marc	10		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric	0		
RENOUARD	Chantal	D		
PICHON	Patrick	p		
POISSON	Danny	D		
ARNAULT	Patrick	0		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	0		
GUILLOT	Patrice	0		
RIVET	Virginie	D		
BRUNET	Marie-Claire			
THIBAUD	Nicolas		D	Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	0		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe	D		
HOUDAYER	Rodolphe	0		
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie			
GIRARD	Benoit	0		

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/11

CREATION D'UN BUREAU D'INFORMATION TOURISTIQUE ET DEMANDE D'ADHESION A L'OFFICE DE TOURISME DES VALLEE DU CLAIN.

Rapporteur: Mr Michel BUGNET

Monsieur Michel BUGNET rappelle que la commune de Nouaillé Maupertuis a toujours su mettre en valeur son patrimoine bâti et historique ainsi que son patrimoine naturel. Elle poursuit une politique de mise valeur visant à promouvoir son histoire et ses paysages au sein d'un contexte historique riche notamment celui des Vallées du Clain.

De ce fait il apparait important et stratégique d'intégrer la politique touristique portée par la Communauté de Communes suite à l'application de la loi Notre N°2015-991 du 7 aout 2015 et notamment son article 68.

Après avoir emendu les explications de Mr Michel BUGNET, Maire,

AR Prefecture

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/1011/2023 97 90 Site Internet : www.nouaille.com 1

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'autoriser la création d'un bureau d'information touristique visant à promouvoir l'attractivité touristique de la commune et de la commune et de la commune.

D'autoriser le Maire à solliciter son adhésion à l'Office de tourisme intercommunal afin de bénéficier de son soutien logistique et technique.

D'autoriser le Maire à signer toute convention visant à intégrer cette structure.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Autorise la création d'un bureau d'information touristique visant à promouvoir l'attractivité touristique de la commune et de la commune de commune.

Autorise le Maire à solliciter son adhésion à l'Office de tourisme intercommunal afin de bénéficier de son soutien logistique et technique.

Autorise le Maire à signer toute convention visant à créer et intégrer cette nouvelle structure.

Certifiée exécutoire Recue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire, Michel BUGNET







COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation: 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des adjoints.

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel			
DUMINY	Maryline			
POIRIER	Jean-Marc	D		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric	п		
RENOUARD	Chantal	В		
PICHON	Patrick			
POISSON	Danny			
ARNAULT	Patrick	B		
AUZANNET	Brigitte			
LAGRANGE	Philippe	E		
GUILLOT	Patrice	8		
RIVET	Virginie			
BRUNET	Marie-Claire	0		
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	п		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe	0		
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie			
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/12

APPROBATION DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) POUR LA PERIODE 2022 - 2026.

Rapporteur Mme Maryline DUMINY Mr Michel BUGNET

M. le Maire rappelle que la Convention Territoriale Globale (CTG) est une démarche stratégique partenariale qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants et des familles du territoire des Vallées du Clain.

Considérant que cette convention s'appuie sur un diagnostic territorial partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens mis en œuvre dans le cadre d'un plan d'actions adapté et qu'elle vise à mettre en œuvre un projet social de territoire.

AR Prefecture

Reçu le 27/01/2022 Publié le 27/10/1/2003/2000 novaille.com 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

Considérant que cette convention est un outil d'aide à la décision politique et stratégique de codéveloppement du territoire. Elle est transversale car elle concerne tous les champs d'intervention de la Caf (prestations et action sociale) et pluriannuelle car la convention est signée pour une durée de cinq ans.

Considérant que pour cette CTG, la Communauté de communes a fait le choix d'un conventionnement avec la CAF, la MSA mais aussi avec les 16 communes membres des Vallées du Clain dont la commune de Nouaillé Maupertuis.

Considérant que suite aux différents échanges, il a été décidé de cibler les actions de la CTG sur les thématiques suivantes :

L'accompagnement à la parentalité;

L'accès aux droits:

L'animation de la vie sociale;

La petite enfance;

L'enfance Jeunesse.

Considérant que la présente convention est conclue pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Considérant que le projet de convention ainsi que le diagnostic de territoire, les fiches actions et les moyens mis en œuvre pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation de cette CTG sont détaillés dans le contrat. Après avoir entendu les explications de Mme Maryline DUMINY et de Mr Michel BUGNET,

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'approuver la Convention Territoriale Globale pour la période 2022-2026;

D'autoriser le Maire ou son adjoint à signer la présente convention pour la commune de Nouaillé Maupertuis ainsi que tous documents se rapportant à ce dossier.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Approuve la Convention Territoriale Globale pour la période 2022-2026;

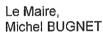
Autorise le Maire ou son adjoint à signer la présente convention pour la commune de Nouaillé Maupertuis ainsi que tous documents se rapportant à ce dossier.

Certifiée exécutoire Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022







COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 janvier 2022

Date de convocation : 20 janvier 2022

Date d'affichage: 28 janvier 2021

L'an deux mille vingt-deux le 24 janvier à 18h30, les membres du Conseil Municipal de la Commune de Nouaillé-Maupertuis, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie de Nouaillé-Maupertuis, pour l'élection du Maire et des

Étaient présents ou représentés :

Nom	Prénom	Présent	Absent	Procuration à
BUGNET	Michel	0		
DUMINY	Maryline	0		
POIRIER	Jean-Marc	D		
GREMILLON-AGUILANIEDO	Christine			
MENANTEAU	Eric			
RENOUARD	Chantal			
PICHON	Patrick	0		
POISSON	Danny	0		
ARNAULT	Patrick	D		
AUZANNET	Brigitte	D		
LAGRANGE	Philippe	D		
GUILLOT	Patrice	0		
RIVET	Virginie			
BRUNET	Marie-Claire	Ω		
THIBAUD	Nicolas			Philippe LAGRANGE
GABORIT	Samuel	D		
NAUDON	Sandy			
PEROCHES	Céline			
JOUSSELIN	Rodolphe			
HOUDAYER	Rodolphe			
LABBE	Lydie			Maryline DUMINY
GAUTHIER	Marie	D		
GIRARD	Benoit			

Secrétaire de séance : Mme. Marie GAUTHIER.

Excusés:

Assiste: Mr Pascal GAUVIN, DGS et Mme Aurélie CHAUVE gestion RH.

OBJET:

DELIBÉRATION Nº 2022-24-01/13

APPROBATION DU SCHEMA DE MUTUALISATION ENTRE LA COMMUNES ET SES COMMUNES MEMBRES POUR LA PERIODE 2022 A 2025 ET CONCLUSION DE LA CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE NOUAILLE MAUPERTUIS.

Rapporteur Mr Michel BUGNET

Mr. le Maire rappelle qu'une délibération du même type avait déjà été prise en janvier 2016 avec signature d'une convention qui avait été ajouté des avenants en fonction des nécessités de services rendu par les communes ou par la communauté de communes.

Vu la Loi nº 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération imercommunaie,

086-218601805-20220124-2@mmine de Nodante Paure tuis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaille Maupertuis 05 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90 Reçu le 27/01/2022

Publié le 27/10/1/2003/2000 nouaille.com

Vu la Loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales;

Vu la Loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités locales ;

Vu la Loi nº 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe):

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L. 5211-4-1 et suivants, L.5211-39,1 et suivants ; Vu la délibération n°2021/179 en date du 14 décembre 2021 approuvant le schéma de mutualisation entre la Communauté de communes et ses communes membres pour la période 2022 à 2025.

Considérant que la Loi de réforme des collectivités locales a rendu obligatoire la réalisation d'un schéma de mutualisation entre la Communauté de communes et ses communes membres. La loi ne donne pas le contenu de ce schéma bien que ce dernier doit être un véritable espace de réflexion, de collaboration et d'innovation afin de mieux définir et de renforcer le bloc communauté/communes. Le schéma de mutualisation est un document d'organisation interne, une feuille de route qui détaille les projets de mutualisation des services entre la Communauté de communes et ses communes membres qui seront mis en œuvre sur la durée de mandat.

Considérant que le schéma de mutualisation doit traduire un véritable projet politique à géométrie variable en termes de cadre juridique, de périmètre, de services, etc. Le schéma doit constituer un véritable levier de développement du territoire qui devra évoluer chaque année. Il n'existe pas de modèle unique de mutualisation, il est possible de procéder par la mise à disposition de services de façon ascendante (des communes vers la Communauté de communes) ou descendante (de la Communauté de communes vers les communes), la création de services communs et la mutualisation de moyens.

Considérant que la Communauté de communes a approuvé son premier schéma de mutualisation des services par délibération en date du 15 décembre 2015 et a procédé pour son exécution à la conclusion de conventions de mise à disposition de services (ascendante et descendante) avec ses communes membres pour une période de trois ans et concernant :

- l'entretien des espaces verts de certains équipements communautaires (multi-accueil et ALSH de Nouaillé-Maupertuis, salle de spectacle de La Passerelle, salle de gym de Fleuré, complexe sportif de Roches-Prémarie-Andillé, stade de tir à l'arc de Smarves, village de gîtes et la salle d'animation à Iteuil, théâtre de Verdure);
- le nettoyage à l'intérieur de certains bâtiments communautaires (ALSH d'Aslonnes, salle de spectacle de La Passerelle, salle de gym de Fleuré, complexe sportif de Roches-Prémarie-Andillé, stade de tir à l'arc de Smarves, multi-accueil de La Villedieu-du-Clain et de Roches-Prémarie-Andillé);
- l'entretien technique de certains bâtiments communautaires (salle de spectacle de La Passerelle, base aquatique de Nieuil-L'Espoir, multi-accueil de La Villedieu-du-Clain et de Roches-Prémarie-Andillé et ALSH de Vernon);
- le fauchage et élagage des bas-côtés d'une partie de la voirie communautaire et des boucles des chemins VTC (moyens techniques et humains des communes de Château-Larcher, Marçay, et Vivonne mis à disposition de la CCVC);
- le renforcement des équipes pédagogiques (animation), direction d'ALSH, accompagnement au transport des enfants de l'école aux ALSH et aide en cuisine durant le service des repas, par la mise à disposition de personnel communal, pour le service enfance jeunesse de la Communauté de communes (personnels des communes d'Aslonnes, de Château-Larcher et de Vivonne mis à disposition de la CCVC);
- mise à disposition de maîtres-nageurs (personnel de la commune de Vivonne);
- la mutualisation du personnel communautaire (direction et comptabilité) au Centre Intercommunal d'Action Sociale (C.I.A.S.);
- la constitution de groupements de commandes entre la Communauté de communes et ses communes membres pour l'achat de matériels, de fournitures ou la réalisation de travaux.

Considérant que chaque année, lors du Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B.) ou lors du vote du budget de la Communauté de communes, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du Président aux conseillers communautaires et municipaux.

Après avoir entendu les explications de Mr le Maire

Il est proposé au Conseil Municipal:

D'approuver les modifications portées le schéma de mutualisation entre la Communauté de communes et ses communes membres pour la période 2022 à 2025 comme mentionné ci-dessus et notamment la commune de Nouaillé Maupertuis

D'approuver en application du schéma de mutualisation, la convention de mise à disposition de services pour la periode 2022 à 2025 entre la Communauté de communes et notamment la commune de Nouaillé

5 49 55 16 16 Fax : 05 49 55 97 90

086-218601805-20220124-**26**விற்று 24e Novaillé-Maupe luis - 32-34 rue de l'Abbaye - 86340 Nouaillé Maupertuis Tél Reçu le 27/01/2022

D'autoriser Mr le Maire à signer la convention de mise à disposition de services liée au schéma de mutualisation.

Entendu l'exposé et après avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

Approuve les modifications portées le schéma de mutualisation entre la Communauté de communes et ses communes membres pour la période 2022 à 2025 comme mentionné ci-dessus et notamment la commune de Nouaillé Maupertuis

Approuve en application du schéma de mutualisation, la convention de mise à disposition de services pour la période 2022 à 2025 entre la Communauté de communes et notamment la commune de Nouaillé Maupertuis;

Autorise Mr le Maire à signer la convention de mise à disposition de services liée au schéma de mutualisation.

Certifiée exécutoire

Reçue en Préfecture le : / /

Publiée ou notifiée

Le: / /

Ainsi délibéré les jours, mois et an que dessus. Ont signé au registre les membres présents. Pour extrait certifié conforme. Fait à Nouaillé Maupertuis Le 24/01/2022

Le Maire, Michel BUGNET

